

ÉLECTRICITÉ, DEMANDE MONDIALE EN HAUSSE

Économies matures qui frôlent la récession, pays à croissance rapide qui ralentissent, prix des ressources naturelles chahutés par la crise, gaz de schiste qui viennent bousculer la donne... Comme disaient nos aïeux, « même la météo est dérégulée »... Effets d'un monde moderne qui a perdu ses repères historiques et doit s'en approprier de nouveaux ! Une chose est sûre : les besoins en électricité ne sont pas près de baisser. Une équation industrielle, économique et sociale à résoudre avec encore quelques inconnues.

© GETTY IMAGES





Monde

Demain, 75% de la croissance mondiale seront hors OCDE

Premiers consommateurs de biens et d'énergie, les pays émergents tirent l'économie mondiale et offrent de formidables opportunités : d'ici à 2014, les trois quarts de la croissance seront réalisés hors OCDE, avec pour moteurs la Chine, qui entraîne toute l'Asie, mais aussi de grands pays d'Amérique latine et d'Afrique, sans oublier l'Inde et la Russie. La Chine prévoit 7,5% de croissance en 2013, l'Inde et l'Indonésie dépasseront 5%, le Brésil et le Mexique environ 4%...

Et de nouveaux pays encore plus dynamiques attirent désormais les investisseurs : en Afrique subsaharienne le Nigeria, le Kenya et l'Angola, et en Amérique latine la Colombie et le Chili. ■



LES GAZ DE SCHISTE : LE BIG BANG AMÉRICAIN

Le boom des gaz et pétrole de schiste aux états-Unis bouleverse la donne énergétique mondiale : le prix du gaz a été divisé par trois aux états-Unis, qui seront bientôt exportateurs de brut. Le pays exporte massivement son charbon, notamment vers l'Europe. Cette nouvelle ressource concurrence aussi les énergies renouvelables.

Les gaz de schiste dopent l'économie américaine, de quoi tenter une Europe en crise. La Pologne, qui possède avec la France les réserves les plus riches - quoique moins mirobolantes que prévues -, a démarré leur exploitation. L'Allemagne devrait l'autoriser sous peu, et en France, le Gouvernement Hollande en a interdit l'exploitation par fracturation hydraulique, mais sans exclure d'autres techniques. L'Agence internationale de l'énergie prévoit que d'ici à 2035, le gaz non conventionnel fournira près de 30% de la production gazière mondiale. ■

2012

Ouragan Sandy, panne d'électricité à New-York - octobre 2012

le monde a eu chaud

L'année 2012 a été l'une des dix plus chaudes depuis 1880, avec une nouvelle progression des gaz à effet de serre. L'année a été marquée par **des événements climatiques graves**: été caniculaire et sécheresse record aux États-Unis, ouragan Sandy qui a dévasté la côte est américaine, inondations au Sahel et au Pakistan, sécheresse en Chine, chaleur exceptionnelle en Russie, fonte de la banquise de l'Arctique, canicule et incendies en Australie, tempête et inondations au Proche-Orient...

La France n'y a pas échappé: sécheresse au premier trimestre, mini-tornades dans le Midi en octobre, inondations à Lourdes, dans le Pas-de-Calais, le Var et les Bouches-du-Rhône. Face à ces dérèglements météorologiques, la montagne a accouché d'une souris, si l'on en juge par le famélique accord issu de la Conférence de l'ONU sur l'environnement, tenue à Doha: un protocole Kyoto 2, qui engage l'Union européenne, l'Australie et une dizaine d'autres pays industrialisés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020. Mais les pays engagés ne représentent que... 15% des émissions mondiales. ■

Monde

Tout a un prix, sauf le carbone!

Les énergies renouvelables sont handicapées par des législations contraignantes, en particulier l'éolien terrestre, affecté par une réglementation complexe et un tarif d'achat sur la sellette. L'année 2013 a vu l'adoption de mesures d'assouplissement pour la construction des parcs qui devraient stimuler la filière. En revanche, la question du tarif d'achat, examiné par la Cour de justice de l'Union européenne, ne sera pas résolue avant l'automne 2013. La filière photovoltaïque a également souffert en 2012, prise en étau entre la concurrence asiatique et la baisse trimestrielle du tarif de rachat appliquée depuis mars 2011. Enfin, le marché du carbone s'est effondré à son plus bas historique, noyé dans un excédent de crédits carbone, et a échoué à réguler les droits à polluer. ■



© Sophie Brandstrom

LES LEÇONS DE FUKUSHIMA: LE JAPON REDIT OUI AU NUCLÉAIRE

L'accident nucléaire de Fukushima en 2011 a partout ralenti le secteur nucléaire et accru les efforts de sécurité. Pourtant, l'atome poursuit son développement: l'Agence internationale de l'énergie prévoit un accroissement de 50% du nucléaire dans le monde d'ici à 2035, mais moins que prévu avant Fukushima. D'ici là, la construction de nouvelles centrales tarde: plusieurs pays ont annulé leurs projets (Brésil, Inde, États-Unis). Seuls une poignée de nouveaux projets sont sortis en 2012 (Bangladesh, Vietnam, Biélorussie), qui s'ajoutent à la cinquantaine de réacteurs planifiés fin 2011 (Inde, Chine, Russie, Royaume-Uni, Turquie, Émirats arabes unis...).

De nombreux opérateurs ont pâti de ce contexte, certains comme E.ON et RWE ont renoncé à leurs projets nucléaires à l'étranger.

Pourtant, même au Japon, le nouveau Gouvernement compte redémarrer les réacteurs existants, voire en construire de nouveaux. En revanche, aux États-Unis, si le Gouvernement Obama reste favorable au nucléaire, les projets de nouvelles centrales sont à l'arrêt, en raison de la concurrence des gaz de schiste, plus compétitifs que le nucléaire.

La Chine a aussi stoppé ses nouveaux projets nucléaires pour lancer une enquête sur la sécurité de ses 15 réacteurs et 28 en construction. En Europe, la situation est contrastée. L'Allemagne a décidé de sortir du nucléaire en 2022 et vise 80% d'énergies renouvelables pour 2050. En revanche, le Royaume-Uni a décidé en 2010 de construire 8 centrales. Fukushima n'a pas modifié ce choix. Mais une quinzaine de centrales, vétustes, devront fermer d'ici à 2023. En France, l'option nucléaire demeure, mais le Gouvernement souhaite diminuer sa part à 50% dans la production électrique, contre 75% actuellement. Certes, la construction de l'EPR à Flamanville se poursuit, mais la centrale de Fessenheim devrait s'arrêter en 2017. ■

L'EUROPE AU CHARBON!

L'Europe tourne toujours au ralenti: la zone euro devrait de nouveau subir une récession en 2013 (-0,3% selon la Commission), avant une reprise espérée en 2014. Certains pays, comme l'Allemagne, restent dynamiques tandis que d'autres comme l'Espagne et la Grèce s'enlisent. À mi-chemin, la France est en stagnation (+0,1% prévu en 2013). La crise y a réduit la consommation d'énergie en 2012: hors effet météo, la consommation électrique a baissé en France, avec une chute de 4% de la consommation de la grande industrie. En Allemagne, la demande d'énergie a reculé de 1,4%. À tel point que l'UE est en surcapacité énergétique, d'autant que la progression des énergies renouvelables les accroît sans cesse. L'Europe a notamment augmenté de 12% ses capacités éoliennes en 2012, année record. Mais l'Europe manque d'une politique énergétique cohérente: le thermique à charbon revient en force! Son prix a chuté face à la concurrence du gaz de schiste aux États-Unis, et l'Europe a accru d'un tiers ses achats de charbon américain en 2012. Au détriment

du gaz: de nombreuses centrales à gaz ferment, faute de rentabilité, alors qu'elles sont indispensables pour prendre le relais des énergies renouvelables intermittentes. Partout en Europe, le thermique à charbon progresse: environ 70 nouvelles centrales à charbon sont planifiées, au détriment des objectifs européens de réduction des émissions de CO₂. Notamment en Allemagne, qui pour remplacer le nucléaire accroît son recours au charbon. Pourtant, une directive européenne prévue pour 2016 exigera la fermeture des centrales à charbon trop polluantes. Les objectifs de réduction d'émissions de CO₂ en pâtissent, même si la crise les a nettement freinées. D'ici à 2020, l'UE souhaite ramener ses émissions à 80% du niveau de 1990. Réduites de 17% en 2009, elles remontent depuis 2010, résultat du retour au charbon. Le marché du carbone aurait dû inverser la tendance. Ce serait oublier le trop-plein de crédits carbone gratuits dont disposent les compagnies d'énergies. Résultat: effondrement du marché du carbone. Une nouvelle politique énergétique européenne n'est pas attendue avant 2014. À plus long terme, les énergies renouvelables devraient cependant croître nettement dans l'UE et y réduire les émissions polluantes. ■

**UNE NOUVELLE
POLITIQUE
ÉNERGÉTIQUE
EUROPÉENNE
N'EST PAS
ATTENDUE
AVANT 2014**



© ANGER/ZEPPELIN/SIPA